

## Déclaration liminaire FSU au CDEN 1er février 2017



Vite, toujours plus vite. Le gouvernement Macron agit avec méthode et habileté, enchaînant réformes et projets de lois divers. Toutes sont des régressions pour les droits sociaux.

Les premiers effets de sa politique se font sentir : M. Macron est bien le président des riches, qui sont les grands gagnants de ses réformes. L'observatoire français des conjonctures économiques, confirme que 5 % des ménages capteraient 42 % des gains liés aux réformes.

**Avec l'application de la loi travail, c'est la possibilité de la Rupture Conventionnelle Collective qui occupe le devant de la scène : plusieurs grandes entreprises vont l'utiliser ou sont intéressées pour le faire, avec des centaines de suppressions de postes à la clé, au détriment des salarié·es.**

Dans la lignée des gouvernements précédents, les attaques à l'encontre des droits et des libertés se poursuivent avec l'entrée en vigueur des mesures d'exception de l'état d'urgence dans le droit commun, la chasse aux migrant·es et aux aidant·es, et une loi Asile et Immigration dont la dangerosité est dénoncée par tous et toutes, y compris dans les rangs de la majorité. L'autorisation des contrôles d'identités dans les centres d'hébergement d'urgence n'est qu'un exemple des régressions historiques et attaques d'une violence incroyable qui sont en cours. Dans la perspective de cette chasse à l'homme annoncée, nous, agent·e·s d'un état qui se veut défenseur des droits humains, ne pouvons que trembler pour tou.te.s les élèves et les familles que nous côtoyons tous les jours, demandeurs d'asiles si souvent déboutés. Nous prenons donc la liberté de demander à Monsieur le Préfet d'accepter d'examiner avec la plus grande bienveillance les demandes de régularisation qui lui sont présentées, notamment avec l'aide des militant·e·s du Réseau Education Sans Frontières. M. Macron entend faire un tri entre les « bons » et les « mauvais » migrant.e.s,

Pour les voir à l'œuvre à l'école de la République, nous sommes en capacité de d'affirmer que ce sont de « bons » élèves, des élèves travailleurs, motivés, très souvent en réussite et souhaitant ardemment s'insérer dans notre société malgré tous les écueils rencontrés depuis le début de leur parcours. Et au-delà même de cela, est-il digne pour une nation qui se veut humaniste d'envisager de « trier » des individus en grande difficulté, a fortiori des enfants ?

Le tri social, c'est décidément une ligne de conduite récurrente dans l'action du gouvernement . La sélection pour l'entrée à l'université est en train d'être mise en place avec Parcoursup, le rapport Mathiot préconise une réorganisation du lycée : des réformes à nouveau pilotées par des considérations budgétaires qui nuiront d'abord aux jeunes issu·e·s des classes populaires. La hausse démographique est une richesse et la démocratisation de l'enseignement supérieur un progrès, or ces réformes dans le second degré et l'enseignement supérieur vont aggraver la fracture sociale entre les classes privilégiées et le petit peuple.

Concernant la Fonction Publique, le plan Action Publique 2022 est présenté comme une volonté de « réinterroger » l'action publique, dont l'objectif avoué est le transfert de missions au secteur privé, voire leur abandon pur et simple au prétexte de « réduire les coûts ». Les forums Action Publique ne seront qu'une mascarade de consultation, les seuls qui auront véritablement voix au chapitre sont les membres du comité Action Publique 2022, dont ni les usagers des services ni les agents ne font partie ; seuls des banquiers, des membres de conseils d'administration de grands groupes, de très hauts fonctionnaires et des entrepreneurs de start-up le composent. **C'est pourquoi nous appelons nos collègues à participer massivement à la consultation alternative proposée par la Convergence Nationale des Services Publics.**

Le projet de loi « *Pour un état au service d'une société de confiance* » prône ensuite une dématérialisation à tout va, au détriment du lien entre agents et usagers, de l'accompagnement de ces derniers, malgré le bilan déplorable de cette opération à Pôle Emploi et ses conséquences alarmantes vis à vis des dépôts de dossiers de bourses de nos élèves.

Enfin, le point d'indice n'est toujours pas dégelé, le jour de carence pour les fonctionnaires est revenu, l'augmentation de la CSG pour les retraité·e·s n'est pas compensée ou supprimée, *pour les fonctionnaires cette augmentation n'est pas compensée dans la durée. Enfin le rendez-vous salarial se fait attendre et les premiers signaux du gouvernement laissent à envisager la poursuite d'une politique punitive et méprisante.*

**Le projet du gouvernement est bien porter de nouveaux mauvais coups aux services publics et à ceux qui le servent. C'est une nouvelle remise en cause des solidarités induites par notre modèle social au service des populations les plus avantagées et au détriment des plus fragilisés.**